

Audience publique du 17 mai 2006
=====

Requête introduite par
Monsieur ..., ...
en matière de nomination d'un commissaire spécial

JUGEMENT

Vu la requête, inscrite sous le numéro 20391 du rôle, déposée le 21 septembre 2005 au greffe du tribunal administratif par Monsieur ..., ingénieur technicien, demeurant à L-..., tendant à la nomination d'un commissaire spécial en vue de l'exécution du jugement du tribunal administratif du 14 octobre 2004 inscrit sous le numéro 17718 du rôle ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 21 décembre 2005 ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 10 janvier 2006 par Monsieur ... ;

Vu les pièces versées en cause ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Monsieur ... et Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Marie KLEIN en leurs plaidoiries respectives.

Par requête déposée le 9 mars 2004 au greffe du tribunal administratif et inscrite sous le numéro 17718 du rôle, Monsieur ... fit introduire un recours en réformation à l'encontre d'un bulletin d'établissement des revenus d'entreprises collectives pour l'année 1999 relatif à la fixation en commun avec sa mère, Madame ..., des revenus de location de biens du chef de deux immeubles en copropriété, émis par le bureau d'imposition Luxembourg 6 en date du 19 juin 2003.

Le recours contentieux introduit par Monsieur ... contre ce bulletin d'établissement en commun s'est soldé par un jugement rendu par le tribunal administratif en date du 14 octobre 2004, aux termes duquel le tribunal a déclaré le recours en réformation irrecevable dans la mesure où il tendait à la restitution d'un trop-perçu d'impôt, tout en recevant le recours en réformation en la forme pour le surplus, pour, au fond, réformer ledit bulletin d'établissement en commun avec renvoi de l'affaire devant le directeur de l'administration des Contributions directes en vue de sa transmission au bureau d'imposition compétent et a rejeté la demande en allocation d'une indemnité de procédure formulée par Monsieur

Ledit jugement n'ayant pas été frappé d'appel, Monsieur ... s'adressa par courrier du 3 décembre 2004 au directeur de l'administration des Contributions directes, pour l'informer que le prédit jugement avait acquis autorité de chose jugée et l'invita à « *procéder à la liquidation de la présente affaire en conformité aux décisions intervenues et mentionnées au dispositif du jugement prémentionné* » pour le 31 décembre 2004 au plus tard.

Le 2 février 2005, le bureau d'imposition Luxembourg 6 émit un bulletin d'établissement des revenus d'entreprises collectives et de copropriétés pour l'année 1999 rectificatif « *suyant jugement du tribunal administratif* » à l'égard de la copropriété entre Madame ... et Monsieur

Par requête déposée le 21 septembre 2005 au greffe du tribunal administratif, Monsieur ... a introduit une demande, sur base de l'article 84 de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, tendant à la nomination d'un commissaire spécial ayant pour mission de « *prendre les décisions qui s'imposent aux lieu et place de l'autorité compétente* », qui serait restée en défaut d'exécuter le jugement du 14 octobre 2004 (n° 17718 du rôle).

A l'appui de sa requête, le demandeur fait valoir que l'autorité compétente n'aurait pas donné une « *suite conforme* » audit jugement du 14 octobre 2004 et ce malgré son rappel du 3 décembre 2004.

Dans son mémoire en réponse, le délégué du gouvernement soulève en premier lieu l'irrecevabilité de la demande tendant à voir renvoyer le jugement dont s'agit devant le bureau d'imposition compétent, au motif que le tribunal aurait vidé l'instance par le jugement du 14 octobre 2004, de sorte qu'il ne pourrait pas être amené à se saisir à nouveau de l'affaire.

Il soutient ensuite que le demandeur n'aurait pas motivé sa requête dans la mesure où il n'aurait pas spécifié en quoi le bulletin rectifié du 2 février 2005 ne serait pas conforme au jugement du 14 octobre 2004, de sorte que sa demande ne saurait être accueillie.

Dans son mémoire en réplique, le demandeur fait valoir que contrairement à ce qui serait soutenu par le délégué du gouvernement, il n'aurait pas sollicité le renvoi du prédit jugement du 14 octobre 2004 devant le bureau d'imposition compétent.

Il soutient ensuite que le préposé du bureau d'imposition Luxembourg 6 n'aurait pas justifié le montant de 190.804.- LUF retenu à titre de revenu provenant de la location de biens dans le bulletin d'établissement en commun rectifié du 2 février 2005. Sur ce, il sollicite en ordre subsidiaire la condamnation de l'administration défailante à une astreinte sur base de l'article 12 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives « *quant à l'exécution correcte du jugement du 14 octobre 2004 No 17718 du rôle (...) voir réformer et/ou annuler le bulletin du 02 février 2005* ».

Pour le surplus, il sollicite encore la production du dossier administratif sur base des articles 8 (5) de la loi précitée du 21 juin 1999 et des articles 280 et 281 du nouveau Code de procédure civile, sinon de voir « *en ordre subsidiaire enjoindre à l'Administration (...), sous peine d'astreinte, le versement du dossier intégral dans un bref délai à impartir* ».

L'article 84 de la loi précitée du 7 novembre 1996 dispose que : « *Lorsqu'en cas d'annulation ou de réformation, coulée en force de chose jugée, d'une décision administrative qui n'est pas réservée par la Constitution à un organe déterminé, la juridiction ayant annulé ou réformé la décision a renvoyé l'affaire devant l'autorité compétente et que celle-ci omet de prendre une décision en se conformant au jugement ou à l'arrêt, la partie intéressée peut, à l'expiration d'un délai de trois mois à partir du prononcé de l'arrêt ou du jugement, saisir la juridiction qui a renvoyé l'affaire en vue de charger un commissaire spécial de prendre la décision aux lieu et place de l'autorité compétente et aux frais de celle-ci. La juridiction fixe au commissaire spécial un délai dans lequel il doit accomplir sa mission. La désignation du commissaire spécial dessaisit l'autorité compétente* ».

Il se dégage du libellé clair et précis de l'article 84 précité que la nomination d'un commissaire spécial n'est possible que lorsque l'autorité compétente devant laquelle l'affaire a été renvoyée « *omet de prendre une décision* ».

Il est constant en cause qu'au moment de l'introduction de la demande en désignation d'un commissaire spécial, l'autorité compétente avait déjà statué en exécution du prédit jugement du 14 octobre 2004, étant donné que le 2 février 2005, le bureau d'imposition Luxembourg 6 a émis un bulletin d'établissement des revenus d'entreprises collectives et de copropriétés pour l'année 1999 rectificatif « *suivant jugement du tribunal administratif* » à l'égard de la communauté ...-....

En présence de cette nouvelle décision, le tribunal est amené à constater que les conditions pour la nomination d'un commissaire spécial chargé de l'exécution dudit jugement du 14 octobre 2004 ne sont pas remplies, de sorte qu'il y a lieu de rejeter la demande.

L'argumentation du demandeur consistant à soutenir que le bulletin d'établissement en commun rectifié du 2 février 2005 ne serait pas conforme au prédit jugement est sans pertinence dans la présente affaire, étant donné qu'une telle analyse devrait être effectuée dans le cadre d'un recours à diriger, le cas échéant, contre ledit bulletin d'établissement en commun.

Au vu de l'issue du présent litige, la demande en vue de la production du dossier fiscal n'est pas fondée et doit être rejetée.

Quant à la demande en vue de prononcer une astreinte à l'égard de l'administration des Contributions directes, il y a lieu de relever que l'astreinte constitue une mesure tenant à des droits civils que le tribunal n'est pas compétent à ordonner.

PAR CES MOTIFS

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

reçoit la requête en nomination d'un commissaire spécial en la forme ;

la déclare non fondée et en déboute ;

rejette la demande en vue de la production du dossier fiscal ;

se déclare incompétent pour connaître de la demande en condamnation à une astreinte ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé par:

M. Schroeder, premier juge,
M. Spielmann, juge,
Mme Gillardin, juge

et lu à l'audience publique du 17 mai 2006 par le premier juge en présence de M. Legille, greffier.

LEGILLE

SCHROEDER